

Zeitschrift: Zeitschrift für schweizerische Geschichte = Revue d'histoire suisse
Band: 29 (1949)
Heft: 4

Buchbesprechung: Einzelbesprechungen = Comptes rendus

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Einzelbesprechungen — Comptes rendus

GONZAGUE DE REYNOLD, *La Formation de l'Europe* (I. Qu'est-ce que l'Europe? 278 p.; II. Le Monde grec et sa pensée, 384 p.; III. L'Hellénisme et le Génie européen. 408 p.; IV. L'Empire romain, 273 p.; V. Le Monde barbare (1^{ère} partie: Les Celtes), 276 p.). W. Egloff, LUF., Paris-Fribourg 1944—1948.

L'ouvrage que M. Gonzague de Reynold offre au public est vraiment magistral tant par son contenu que par sa présentation. Il comprend 6 tomes: dont les 4 premiers concernant les origines et le monde antique ont déjà paru; les tomes 5 et 6, lesquels sont encore à paraître, sauf la 1^{ère} moitié du tome 5 qui vient d'être publiée, exposeront la fusion du monde barbare avec le monde antique.

La conception maîtresse de l'ouvrage peut être précisée par les considérations suivantes. A la fin du 19^e siècle il semblait que les méthodes historiques étaient définitivement établies. Pour être aussi objective que possible l'histoire doit s'en tenir strictement aux procédés qu'utilisent les sciences positives telles que les a définies Aug. Comte, c'est à dire se borner à constater les faits, à noter leurs liaisons et à déduire les lois qui expliquent ces liaisons, sans porter de jugements appréciatifs sur la possibilité que les événements auraient pu être autres qu'ils n'ont été si le comportement des hommes eût été différent. En particulier là où les documents sont peu nombreux il faut s'abstenir soigneusement de conjecturer et de faire des hypothèses; il ne faut pas surtout chercher à dégager une philosophie de l'histoire.

Mais de plus en plus cette conception de l'objectivité historique est apparue comme utopique, car de l'ensemble des données héritées du passé (documents, faits, événements physiques et psychiques) l'historien établit forcément des distinctions, des hiérarchies selon l'importance et la signification qu'il attribue à telle donnée plutôt qu'à telle autre. Le choix opéré de cette façon, si impartial qu'il se prétende, varie inévitablement d'un historien à l'autre en raison de leurs préférences inconscientes et du milieu ambiant dans lequel ils vivent et ont été élevés. C'est pourquoi les résultats obtenus dans la recherche historique ne sont jamais acquis définitivement, et l'objectivité reste un idéal jamais complètement atteint. A l'heure actuelle plusieurs estiment même qu'il est impossible de comprendre la marche historique des événements, l'évolution des peuples, de leurs coutumes et de leurs institutions sans avoir

des vues philosophiques, voire métaphysiques, sur la nature de l'homme et de l'univers¹.

Gonzague de Reynold se rallie pour une large part à cette manière de voir. L'histoire, dit-il, bien que majeure et indépendante, « a souvent besoin, devrait plus souvent éprouver le besoin de la philosophie » (Tome I, p. 232). S'inspirant d'un ouvrage de Louis de Broglie², il déclare: « Il y a deux conclusions que je suis reconnaissant, et bien d'autres avec moi, à M. de Broglie d'avoir formulées. La première, c'est le peu de valeur que possède en soi un fait, une constatation. « La plupart du temps, ce qui fait la valeur d'un résultat expérimental, c'est la manière dont nous l'interprétons » (L. de Broglie). Pour interpréter le savant a besoin de l'imagination théorique, l'historien de l'imagination psychologique. Ces deux formes d'imagination, il appartient à l'expérience et à la raison de les guider et contrôler; cela va de soi; sans elles, pourtant, toute l'activité scientifique dégénérerait en mécanisme » (perdant ainsi toute possibilité de parvenir à la vérité elle-même).

« La seconde conclusion, c'est la nécessité de l'art et du style. Une vérité que l'on ne saurait, ni présenter, ni formuler, n'en serait plus une, ou du moins n'agirait plus comme telle »³.

Sur le triage des matériaux, c'est à dire des faits, Gonzague de Reynold précise comme suit son attitude. « La documentation, voilà ce qui fut mon souci le plus lourd. Je n'ai point tardé à m'apercevoir que le vrai problème, c'était, non de la pousser, mais de l'arrêter. Je ne voulais pas écrire sur l'Europe un essai brillant, mais superficiel, un livre d'érudition non plus, mais appuyer des vues générales sur des faits précis, ou plutôt me hausser des faits précis à des vues générales. J'ai donc essayé d'apporter des preuves. Pour cela je n'ai pas craint de m'arrêter à des détails, ni de procéder à des « excursions ». J'ai pensé qu'en agissant ainsi, je donnerai mieux à mes lecteurs le sentiment de la vie. Ces gros missels avaient d'ailleurs besoin d'enluminures »⁴).

Parmi les vues générales auxquelles son enquête le conduit, il en est une qu'il souligne et sur laquelle il insiste. Le christianisme s'est assimilé successivement le génie oriental, le génie judaïque, le génie grec, le génie romain. Sans son intervention la fusion du monde antique et du monde barbare n'aurait pu s'effectuer et l'Europe n'aurait point existé. « Civilisation européenne est donc synonyme de civilisation chrétienne. Le christianisme, c'est notre toit »⁵.

Une autre caractéristique de la méthode suivie par Gonzague de Rey-

¹ Raymond Aron: *Introduction à la philosophie de l'histoire*, Paris 1948.

² *Continu et discontinu en physique moderne*, 1941.

³ *La Formation de l'Europe*, tome I, Introduction, p. 41.

⁴ *Idem*, p. 37.

⁵ *Idem*, p. 36.

nold est de pousser les problèmes d'origine aussi loin que possible dans le passé.

La préhistoire, par exemple, a pour but suprême l'origine de l'homme. Ce n'est pas là «un problème que l'on puisse éluder dans un ouvrage où l'on se propose de répondre à la question: qu'est-ce que l'Europe?»

L'antiquité déjà (Xenophane, Lucrèce) a cherché une explication scientifique de cette origine. De nos jours on a admis jusqu'à présent et généralement que l'homme descend du singe et que l'*homo faber* a précédé l'*homo sapiens*. Mais, remarque Reynold, «il est bien plus logique et conforme à la nature humaine de renverser l'ordre des termes et de dire que le *sapiens* est à l'origine du *faber*. La main ne travaille que si le cerveau la dirige». Si ce n'est pas le cas et si l'activité manuelle seule peut provoquer l'activité cérébrale, «les singes quadrumanes auraient dû se développer deux fois plus vite que l'homme»⁶.

Cette remarque me semble très pertinente. Si même l'homme descend du singe, il faut bien, pour qu'il ait pu devenir *homo faber*, qu'il se soit produit une mutation dans ses aptitudes intellectuelles par rapport à celles du singe.

Du reste, selon Reynold le grand problème de l'origine de l'humanité est essentiellement de l'ordre métaphysique. Or, si, pour expliquer l'apparition et la nature *sui generis* de l'homme, l'on examine les trois hypothèses métaphysiques possibles (dualisme, panthéisme, créationisme), on voit que la dernière seule est satisfaisante, quel que soit le mode (évolutif ou non) employé par Dieu pour créer le monde et l'homme. Ce qui est capital, c'est le fait d'une création et non le mode qu'elle a revêtu, et c'est pourquoi la science a devant elle le champ entièrement libre pour déchiffrer ce mode.

L'effort de remonter aux origines donne ainsi un fil directeur qui facilite l'organisation de la matière historique et, dans le cas ci-dessus exposé, l'étude des époques paléolithique et néolithique.

Ce qui précède permet de mieux comprendre le plan et l'ordonnance de l'ouvrage envisagé dans son ensemble et dans ses parties principales.

Le plan est vraiment original dans sa conception et son exécution. Il est en accord constant avec le but poursuivi: partir des faits pour s'élever aux vues générales. Celles-ci se groupent elles-mêmes selon un dessein précis qui n'est pas d'écrire une histoire chronologiquement ordonnée de la civilisation européenne; ce dessein vise uniquement à caractériser l'Europe dans sa formation; il implique une méthode qui interdit de tout dire, mais qui exige de tout prouver. Chacun des vastes sujets traités doit être ramené aux seuls éléments qui entrent dans cette formation de l'Europe⁷.

Il en résulte que les indications chronologiques sont subordonnées à

⁶ Tome I, p. 237.

⁷ Tome IV, p. 7.

l'exposé de la matière traitée. Par exemple, après que dans le tome II le monde grec ancien et sa pensée ont été décrits, le tome III étudie le rayonnement de l'hellénisme dans le proche Orient et tout le bassin de la Méditerranée, puis dans l'Europe centrale et septentrionale; comme ce rayonnement s'est toujours maintenu au cours des siècles nous sommes conduits en le suivant à scruter la littérature anglaise, française et allemande jusqu'à nos jours. Le tome IV par contre nous ramène à l'empire romain. L'oeuvre ne se limite donc pas uniquement à l'Antiquité, au Moyen âge et à la Renaissance comme les titres des volumes pourraient inciter à le croire. Il y a constamment des prolongations jusque dans les temps modernes. Ces prolongations ne détruisent en rien l'équilibre architectural de l'édifice. Celui-ci s'appuie constamment sur une solide érudition sans se laisser jamais ensevelir par elle.

La présentation littéraire des sujets traités est remarquable; elle est captivante aussi bien par le style que par les procédés variés dont elle use. Le style est incisif dans sa parfaite et élégante concision, dans son choix judicieux de l'image exacte. «Entre un monde qui meurt et un monde qui naît s'insère toujours une période creuse. Elle est en même temps un tombeau et un berceau. Le monde qui meurt y agonise en se débattant, en cherchant à écraser de son poids le monde qui naît, n'a pas encore les yeux ouverts, ne sait pas encore son nom»⁸. On ne saurait mieux décrire le tragique et l'espérance tout à la fois de notre situation actuelle.

Quant aux procédés d'exposition les problèmes sont posés sous forme interrogatoire, puis un dialogue s'engage entre les diverses solutions proposées. Enfin après l'échange d'idées la question se résume en une phrase lapidaire. Par exemple la longue discussion sur le mythe «Europe» (enlèvement d'Europe par Zeus) se conclut par ces quelques mots. «Le mythe Europe est un mythe asiatique, devenu méditerranéen, puis crétois et enfin grec. Europe a été enlevée par un dieu de l'Asie»⁹.

Des citations nombreuses, mais en général brèves rendent la lecture de l'ouvrage particulièrement vivante. Elles sont fort bien choisies et tirées souvent de textes peu connus. Tel est le passage — d'une étonnante actualité, et c'est pourquoi nous le mentionnons — emprunté aux *Retractiones* (livre I, ch. 13) de St-Augustin, relatif à la vraie religion. «Ce que l'on appelle maintenant la religion chrétienne existait chez les Anciens et n'a jamais fait défaut depuis la naissance du genre humain jusqu'au temps où Jésus s'est incarné, époque à partir de laquelle la vraie religion, qui existait déjà, commença d'être appelée la religion chrétienne»¹⁰. Combien ces vues sur l'action divine et sa révélation nous paraissent plus dignes de Dieu que celles dont un biblicisme étroitement compris voudrait de nos jours imposer l'obligation.

⁸ Tome I, p. 41.

⁹ Tome I, p. 16, cf. p. 112.

¹⁰ Tome V, 1, p. 200.

Ajoutons qu'en tête de chaque volume se trouve une table analytique qui permet au lecteur non seulement d'avoir une vue d'ensemble sur la matière traitée dans ce volume, mais aussi de repérer immédiatement telle question sur laquelle il désirerait revenir.

En gros voici le contenu jusqu'à maintenant publié de cette oeuvre monumentale.

Le tome I, comme nous l'avons vu plus haut, situe le problème (*Qu'est ce que l'Europe?*), puis il décrit l'Europe géographique et mythologique, parle de la découverte de l'Europe par les navigateurs grecs et les conquérants romains. Suit une description du monde méditerranéen et de l'époque préhistorique.

Avec le tome II nous abordons *le monde grec et sa pensée*. Ce qui caractérise ce monde, c'est l'importance de la cité. Deux expériences fondamentales (Sparte et Athènes) furent faites sur la cité-état. Les idées de Platon et d'Aristote sur ce sujet. La dissolution de la cité. La pensée religieuse et philosophique des Grecs. Toutes ces questions sont exposées d'une façon très pertinente et judicieuse avec beaucoup d'ampleur, d'aisance et de précision. S'il m'est permis toutefois d'exprimer un regret, c'est sur le point suivant. Je trouve que dans le tableau de la pensée grecque, la création par les Grecs des sciences rationnelles (mathématiques, médecine, astronomie, physique et biologie) n'occupe pas la place qu'elle mérite car c'est de ces sciences que devaient naître les techniques qui ont permis à l'Europe de se former et d'asservir les autres continents.

Le tome III (*L'hellénisme et le génie européen*) montre la persistance dans le temps et l'expansion dans l'espace de l'influence grecque. Je ne reviens pas sur cette question que j'ai déjà traitée.

L'empire romain est envisagé dans le tome IV. Les étapes de sa constitution sont les suivantes: De la peuplade à la cité (influence capitale des Etrusques). De la ville-cité à l'Italie-état. De l'Etat à l'Empire et à ses conquêtes successives. Force et faiblesse de Rome (Le problème du pouvoir et comment l'empire se détruit). Dissolution de l'empire et permanence de Rome.

Le tome V nous conduit au *monde barbare*. Le premier volume de ce tome, que j'ai lu avec un intérêt redoublé, concerne *les Celtes*, leur origine, leurs migrations, leurs institutions religieuses et politiques, leurs croyances, l'échec de leur destin. Héritage des Celtes (les moines irlandais; les mythes bretons). Sur toutes ces questions Reynold excelle à établir le bilan des connaissances fragmentaires que nous en avons et à dégager de larges synthèses étayées sur des faits. En particulier les chapitres consacrés à la religion (immortalité de l'âme; voyages missionnaires des moines irlandais) montrent d'une façon saisissante comment, sans paradoxe, barbarie et spiritualité pouvaient aller de pair et comment le christianisme a pu d'emblée conquérir l'Irlande, par osmose et sans contrainte politique. Dans ces conditions il n'est pas étonnant que la lointaine Irlande ait pu être,

au début du Moyen-âge le refuge de la civilisation chrétienne gréco-romaine et le foyer qui rayonna puissamment en Europe.

Si l'on jette un coup d'oeil sur l'ensemble des publications sorties de la plume de Gonzague de Reynold, on est frappé de voir à quel point elles s'apparentent directement ou indirectement aux préoccupations dont témoigne l'ouvrage magistral que nous avons caractérisé d'une façon sommaire et bien imparfaite. Cet ouvrage substantiel est vraiment le fruit d'une longue et persévérante méditation et l'on ne peut qu'être très reconnaissant à son auteur de l'avoir publié.

Par l'idée centrale qui la dirige, par la maîtrise aisée et persuasive avec laquelle elle est exposée dans ses multiples ramifications *la Formation de l'Europe* mérite un examen attentif et soutenu.

Le problème posé par Gonzague de Reynold est en effet d'une importance capitale. On parle beaucoup de la nécessité d'une union européenne; mais pour que les nations qui doivent composer cette union puissent se fédérer, il faut qu'elles prennent conscience des raisons profondes qui rendent possible une pareille fédération et à ce point de vue *la formation de l'Europe* présente un intérêt qui ne saurait être sous-estimé et c'est pourquoi nous souhaitons vivement que Gonzague de Reynold puisse bientôt en achever la publication.

Pully - Lausanne.

Arnold Reymond.

G. O. SAYLES, *The medieval foundations of England*. XII + 480 S. London, Methuen & Co. (1947).

Versucht man das zur Besprechung vorliegende Werk nach den uns eher geläufigen Regeln der wissenschaftlichen Mediaevistik zu würdigen, d. h. mittels eines normativen und systematischen, stark von der historischen Rechtsschule her beeinflussten Denkens, dann wird man seinem Wesen kaum gerecht werden. Es ist ein angelsächsisches Buch, das manche kontinentale Bindung bereits überwunden hat, ob diese mehr ideologischer oder methodologischer Natur seien, um dafür mit größtem Nachdruck die allgemeinen, man möchte sagen anthropologischen Wesenszüge des mittelalterlichen England aufzudecken. Es handelt sich mithin um eine Auseinandersetzung mit der traditionellen Historiographie des 19. Jahrhunderts, deren positive Leistungen als Voraussetzung unserer Spekulationen zwar voll anerkannt werden, deren Problematik aber nunmehr einer neuen Fragestellung zu weichen hat. Sayles führt seine Diskussion keineswegs pedantisch durch. Er beschwert sein Buch nicht durch einen kritischen Apparat. Kurze Hinweise am Schluß der einzelnen Kapitel auf die wichtigste Literatur, von der aus er den Ausgang zu seiner Deutung nahm, erachtete er sympathischerweise für genügend. Umsomehr bemüht er sich, aus dem, was er gesammelt hat, ein anschauliches Bild der Vergangenheit zu formen, das einem Blick für das Menschenmögliche entspricht.

Nüchtern unbefangen stellt er sich in methodischer Hinsicht für die Darstellung der angelsächsischen Invasionen an die Seite jener, die der spärlichen schriftlichen Quelle die ehemalige Ausschließlichkeit absprechen. Die Dinge haben stets einen historischen, einen linguistischen und einen archäologischen Aspekt. Da eine Zusammenfassung der drei Richtungen zu einem befriedigenden Gesamtergebnis, das allen Ergebnissen Rechnung trägt, bisher nicht möglich war, begnügt sich der Autor mit einer gleichberechtigten Darlegung der verschiedenen Meinungen. Das Facit beginnt sich jedoch herauszuschälen: keine radikale Völkerverschiebung, sondern ein komplexer Vorgang der Mischung, der friedlichen Infiltration, der schließlich in der Schaffung einer neuen Nation endet. Das kriegsgeschichtliche Moment der Invasion steht erst im zweiten Rang.

In der gleichen originellen Art packt Sayles das Problem der Normannisierung Englands an. Für ihn ist die Landung Wilhelms durchaus nicht der Anbruch einer neuen Zeit. Die Konsequenz des Denkens ist unverkennbar. Der Eroberer stieß in England auf eine lehensrechtliche Sozialordnung, die nicht wesentlich verschieden war von jener des Normannenstaates auf dem Kontinent, welche letzterer sein Gepräge wiederum vom Domanialstaat der Kapetinger zu einem guten Teil entliehen hatte. Wie denn Sayles überhaupt den Begriff des «Feudalismus», der ja ein moderner «terminus technicus» ist, als allgemeine wirtschaftlich-soziologische Stufenerscheinung taxiert, die örtlich nur der Intensität nach verschieden ist. Sicherlich haben die Normannen die Abhängigkeit zum Haupte der Lehenshierarchie, dem Könige, gestrafft, dieser auch neue Träger gegeben; als Ordnung war sie aber schon den Angelsachsen längst bekannt. Eine Veränderung dem Wesen nach brachte demnach der Sieg Wilhelms bei Hastings nicht. Intensitätsvariationen bestehen überall im Feudalismus. So verblaßt etwa das hochgezüchtete französische Lehenswesen vor der noch weit folgerichtiger ausgebauten Ordnung der Kreuzfahrerstaaten, beide Systeme bleiben aber ihrer Natur nach gleich. Eine äußerst fruchtbare Problemstellung, vor die uns der Autor hier stellt! Auch für unsere kontinentalen Verhältnisse entbehrt sie nicht der Berechtigung, wo man nur allzusehr geneigt ist, zwischen dem Zeitalter der Karolinger mit Amtsgrafschaften und schön zentralisierter Ordnung und dem hernach folgenden zersplitterten feudalen Europa eine sehr ausgeprägte Zäsur anzunehmen.

Nicht minder ertragreich erweist sich des Autors gesundes Fragen im 13. Jahrhundert, das unter dem Einfluß demokratisch-evolutionistisch denkender Historiker, der Magna Charta wegen, häufig noch als Morgenröte einer neuen Zeit gilt. Hier schließt sich Sayles jenen Deutern des Dokumentes an, die — wie etwa McKechnie — darin keine providentielle Verfassungsakte erblicken, sondern einen praktischen Vertrag, welche einen schweren Konflikt zwischen König und Pairs in traditionellem Sinne zu lösen versucht. Es galt vor allem, die im Zuge der Zeit liegende Tendenz zur Verabsolutierung des Lehensoberhauptes zu verzögern, was bekanntlich

zunächst herzlich schlecht gelang, da die spätere Bestätigung der Charta unter Heinrich III. gerade die dahinzielenden drei Artikel unterdrückte.

Auch in diesen Partien wirkt die Gesamtidee des Buches besonders erfrischend und originell: der Fluß des geschichtlichen Lebens im Mittelalter ist kaum beeinflußt von einem individuellen programmatischen Verfassungswillen, wie wir später rein aus Folgeerscheinungen heraus zu sehen verleitet sind, sondern es handelt sich lediglich um die kasuistische, «ad hoc» getroffene Anpassung des wachsenden Staatsapparates an die dringenden Bedürfnisse der Gegenwart. Hier offenbart sich aufs deutlichste die staatsmännische Einstellung des Angelsachsen, die einer idealen Konstruktion nicht gewogen ist. Wenn z. B. der auffallende Streubesitz des englischen Hochadels, wie wir diesen im Domesday Book in seltener Präzision zu erfassen vermögen, häufig mit einer Politik des «divide et impera» von seiten Wilhelms I. interpretiert wurde, so widerspricht hier Sayles. Der neue König mußte sich vielmehr die Gunst der normannischen Barone mit allen Mitteln warm halten. Sie waren es, die ihn gegen den einheimischen angelsächsischen Adel unterstützten. Also lag ihm eine vorsätzliche Politik der Schwächung sicherlich fern. Es ist aller Beachtung wert, wenn Sayles den Streubesitz als eine Form der Investierung von Grund und Boden zur Verminderung von Risiken durch Mißernte, Seuchen etc. auffaßt, mithin als durch die gleichen Absichten bedingt, nach denen heute ein Kapitalist seine Gelder am sichersten bei mehreren Unternehmungen placiert.

An derartigen Anregungen ist das Werk äußerst reich. Der Standort, von dem aus Sayles die Dinge beleuchtet, ist allerdings ein recht ungewöhnlicher. Es muß ihm darum gelegentlich passieren, daß dort, wo er seine Kenntnisse aus zweiter Hand schöpfen muß — und da er das englische Mittelalter mitten in das Geschehen auf dem Kontinent stellt, betrifft dies gerade die außerenglische, z. T. auf anderer Bahn sich bewegende europäische Historiographie — vielfach Gedanken in seine Konzeption hineingeraten, die bei schärferem Zusehen sich nur schwer damit vereinigen lassen. So baut er die ihm über französische Vermittlung geläufige, auf Heinrich Brunner zurückgehende «Katastrophentheorie» über die Entstehung des Lehenswesens — Arabereinfall und die dadurch den karolingischen Hausmeiern aufgezwungene Bildung von kostspieligen Reiterheeren, mit den daraus resultierenden Belehnungen mit Grund und Boden — in seine vom Gedanken eines mählichen, mehr unbewußten Werdens getragene Darstellung ein. Gerade derartige Inkongruenzen aber zeigen, daß wir es mit einem Buche zu tun haben, das mitten in eine fruchtbare Erneuerung des historischen Denkens hineingreift und mutig, im Vertrauen auf ein späteres, sicherlich da und dort rektifiziertes, in der Grundtendenz jedoch nicht abweichendes Schlußresultat, seiner vorläufigen Anschauung deutlich und ohne allzuvielen bläßlichen «vielleicht» Ausdruck verleiht.

Winterthur.

Marcel Beck.

WILLI RÜEDI, *Geschichte der Stadt Diebenhofen im Mittelalter*. Diebenhofen, F. Forrer, 1947. 304 S.

Die kleine, ebenso saubere wie malerische Stadt Diebenhofen am Rhein erfreut sich in der wissenschaftlichen Stadtgeschichte wegen ihrer frühen Stadtrechtsurkunde von 1178 eines gewissen Rufes. In den lebhaften Auseinandersetzungen über die frühen Gründungsstädte wie vor allem Freiburg im Breisgau ist ihr Name oft gefallen. Ihren Rechtsverhältnissen ist vor einigen Jahren von H. Sollberger eine verdienstliche, wenn auch mit einigen Schönheitsfehlern behaftete rechtsgeschichtliche Dissertation gewidmet worden¹. Nun hat jedoch das mittelalterliche Diebenhofen seine Darstellung in einer umfassenden Dissertation von Willi Rüedi gefunden, die sich würdig an die bereits stattliche Reihe von Erstlingsarbeiten über kleinere Schweizerstädte anschließt. Schnellmann ist mit der mustergültigen Arbeit über Rapperswil vorangegangen (1926) und ihm schlossen sich wertvolle Untersuchungen über Bremgarten, Mellingen, Sempach an.

Das Gesamturteil über die Diebenhofner Geschichte sei hier gleich vorweggenommen: Es handelt sich um eine sozusagen erschöpfende, gut aufgebaute, sorgfältig und mit besonnenem Urteil durchgeführte Arbeit, die in jeder Beziehung befriedigt. Ich finde es bloß bedauerlich, daß der Verfasser im Druck die beiden Abschnitte über die kirchlichen Verhältnisse und den Stadthaushalt weggelassen hat; hoffentlich holt er das irgendwie noch nach.

Die Arbeit in ihrer abgerundeten Form ist deswegen um so verdienstlicher, weil die zur Verfügung stehenden Quellen verhältnismäßig äußerst dürftig sind. Zu einer größeren Zahl von Einzelurkunden kommen aus dem Stadtarchiv bloß ein Stadtbuch aus der zweiten Hälfte des 14. Jahrhunderts und einige wenige Rechnungs- und Steuerrödel, wie ich bei eigenen Nachforschungen im Stadtarchiv schon vor einem Jahrzehnt gleichfalls habe feststellen müssen. Das ist sehr, sehr wenig. So mußte der Verfasser sich vielfach mit bloßen Einzelangaben behelfen und hat das mit Geschick getan. Er hat dabei auch manche verborgene Nachricht zum Vorschein gebracht.

Ein erster Hauptteil der Arbeit Rüedis befaßt sich mit der bereits viel umstrittenen Gründung der Stadt durch die Grafen von Kyburg. Den Ergebnissen Rüedis ist im allgemeinen zuzustimmen und zwar auch da, wo er Sollberger gegenüber eine abweichende Meinung vertritt. Es ist möglich, daß der Stadtrechtsverleihung von 1178 schon früher die Anlage einer einstraßigen Marktsiedlung wie in Winterthur oder Lenzburg vorangegangen ist. Darauf hin weist die Tatsache, daß im Stadtrecht von der Einrichtung eines Marktes nicht die Rede, der Bestand eines solchen aber wegen der Erwähnung eines Zolles wahrscheinlich ist. Dazu ist noch hinzuzufügen,

¹ H. Sollberger: Die verfassungsrechtliche Entwicklung der Stadt Diebenhofen von der Stadtgründung bis zur Eroberung des Thurgaus durch die Eidgenossen. Frauenfeld 1936.

daß Dießenhofen ein ausgesprochenes Kaufmannsrecht nach dem Muster von Köln und Freiburg im Breisgau erhalten hat, was den Markt unbedingt voraussetzt. Der Siedlungsvorgang erscheint mir dabei völlig unzweifelhaft zu sein: An das alte Dorf um die Kirche und am Rheinufer im Westteil der heutigen Stadt hat sich eine breite Marktstraße als planmäßige Anlage angeschlossen. Das zeigt auch der schöne beigegebene Stadtplan, der nur leider keinen Maßstab aufweist.

Von den Schicksalen der Stadt unter der nach 1178 noch fast ein Jahrhundert lang währenden Herrschaft des kiburgischen Gründergeschlechts kann Rüedi aus Mangel an Quellen wenig berichten. Genauer ist erst aus der 1264 mit der Erwerbung durch Rudolf von Habsburg beginnenden Zeit der Habsburger bekannt, die für Dießenhofen zwei Jahrhunderte lang dauerte. Sie wurde 1415 bis 1442 durch ein Zwischenspiel der Reichsfreiheit unterbrochen, als Herzog Friedrich von Österreich einen wesentlichen Teil seiner Besitzungen südlich des Rheins verlor. Dießenhofen fand in diesen Jahrzehnten als freie Reichsstadt Anlehnung beim Seebund, dem losen Bündnis der Städte um den Bodensee. 1442 mußte es sich neuerdings den Habsburgern unterstellen, übrigens ohne ernstlichen Widerstand, und fiel 1460 mit dem ganzen habsburgischen Thurgau an die Eidgenossen. Dießenhofen blieb damit — ausgenommen das kurze Zwischenspiel der Reichsfreiheit — eine Landstadt, die keinerlei bemerkenswerte politische Regungen oder Leistungen aufzuweisen hatte.

Woher kommt es, daß die frühe Gründungsstadt Dießenhofen aus ihrem Erstgeburtsrecht so wenig Gewinn ziehen konnte? Zweifellos von ihren geringen wirtschaftlichen Leistungen her! Sie stieg so zu keiner gewichtigen Bevölkerungszahl auf und vermochte deshalb die zeitweise Gunst der Lage ebenso wenig auszunützen wie etwa Rheinfeldens seine Reichsfreiheit behaupten konnte.

A r a u.

H e k t o r A m m a n n.

JOSEF SCHÜRMAN, *Studien über den Eidgenössischen Pfaffenbrief von 1370*.
XX und 160 Seiten. Beiheft 6 der Zeitschrift für Schweizerische
Kirchengeschichte. Paulusverlag, Freiburg i. d. Schweiz 1948.

Eine ältere, aber noch in neuesten Geschichtswerken vertretene Anschauung sieht im Pfaffenbrief vom 7. Oktober 1370 vor allem ein gegen die geistliche Gerichtsbarkeit und den privilegierten Gerichtsstand der Geistlichen gerichtetes Vertragswerk. Der Verfasser lehnt diese Ansicht mit Recht ab. Der Pfaffenbrief tritt der geistlichen Gerichtsbarkeit durchaus nicht grundsätzlich entgegen. Sein Art. 2 verbietet nur den *Landesfremden* Geistlichen die Anrufung fremden — geistlichen oder weltlichen — Gerichtes, und auch dies nur in weltlichen Angelegenheiten, während die Zuständigkeit des geistlichen Gerichtes in Ehesachen und andern geistlichen Dingen ausdrücklich anerkannt wird. Den verbürgerten Geist-

lichen war daher nach dem Wortlaut des Pfaffenbriefes die Anrufung fremden weltlichen oder geistlichen Gerichtes nicht verboten. Der Verfasser scheint anzunehmen, daß auf sie das Verbot des Pfaffenbriefes erst später ausgedehnt worden sei (S. 112, 115). Ich halte eher für wahrscheinlich, daß das in den einzelnen Orten schon vor dem Pfaffenbrief für die Bürger geltende Verbot der Anrufung fremder Gerichte ohne weiteres auch für die verbürgerten Geistlichen galt, und daß der Pfaffenbrief aus diesem Grunde keinen Anlaß hatte, darüber etwas zu sagen. Erst recht kann keine Rede davon sein, daß der Pfaffenbrief die Geistlichen für Verbrechen aller Art der weltlichen Obrigkeit unterstellte, also den privilegierten Gerichtsstand der Geistlichen abschaffte. Wie schon *Fleiner* (Art. Pfaffenbrief in der *Realencyklopädie für prot. Theologie und Kirche*, Bd. 15, S. 237 ff.) und *Schurter und Fritzsche* (*Der Zivilprozeß des Bundes*, 1924, S. 8) erkannt haben und nun auch vom Verfasser betont wird (S. 103 ff.), läßt der Pfaffenbrief den privilegierten Gerichtsstand der Geistlichen unberührt.

Nach einer neueren Auffassung, der sich der Verfasser mit Recht anschließt, liegt die Hauptbedeutung des Pfaffenbriefes nicht in seinen Bestimmungen über die geistliche Gerichtsbarkeit, sondern in dessen Art. 1, der von allen in den vertragsschließenden Orten Niedergelassenen, «die der herzogen von Österrich rat oder dienst gelopt oder gesworn hand», einen diesem Eid vorgehenden eidgenössischen Staatseid verlangt. Der Pfaffenbrief ist daher in erster Linie ein auf die Wahrung der Territorialhoheit der Orte und damit ein insbesondere gegen Österreich gerichtetes Verkommenis. Aus dieser allgemeinen Tendenz erklären sich auch die Bestimmungen über die Anrufung fremden weltlichen oder geistlichen Gerichts, da eigene Gerichtshoheit einen wesentlichen Bestandteil der Territorialhoheit ausmacht. Diese Auffassung scheint zur Hauptsache von *Segesser* in seiner luzernischen Rechtsgeschichte begründet worden zu sein und hat seither stark an Boden gewonnen; in neuerer Zeit ist sie, wenn ich recht sehe, am entschiedensten von *Dürr* (*Schweizerische Kriegsgeschichte*, Bd. 2, S. 66/67) vertreten worden.

Von untergeordneter Bedeutung ist die Frage, ob, wie im allgemeinen angenommen wird, der Landfriedensbruch des Probstes Bruno Brun die unmittelbare Veranlassung zum Pfaffenbrief gegeben hat. Die zeitliche Reihenfolge läßt irgendwelchen Zusammenhang vermuten, doch ist es schwierig, denselben näher zu bestimmen. Jedenfalls weist der Verfasser, wie vor ihm schon *Lütolf, Liebenau u. a.*, zutreffend darauf hin, daß noch andere Ereignisse, z. B. der Fall Johann Zerkilchen in Luzern, auslösend gewirkt haben können, und daß der Pfaffenbrief auch ohne den Landfriedensbruch Bruns «in der Luft lag». Vielleicht wäre auch einmal zu untersuchen — ich weiß nicht, ob es irgendwo schon geschehen ist — ob einleitende Schritte zu dem Verkommenis, das später Pfaffenbrief genannt wurde, nicht bereits getan waren, als der von Probst Bruno Brun angestiftete Überfall auf den Luzerner Schultheißen von Gundoldingen stattfand. Der kurze Zeitraum,

der zwischen diesem Ereignis (13. September) und dem Datum des Pfaffenbriefes (7. Oktober) liegt, läßt diese Frage als berechtigt erscheinen.

In dem einleitenden ersten Abschnitt verbreitet sich der Verfasser ausführlich über die fremde weltliche und geistliche Gerichtsbarkeit. In demselben Zusammenhang gehört das Kapitel «Vor- und Nachteile der geistlichen Gerichte», das der Verfasser merkwürdigerweise erst auf die Entstehungsgeschichte und Analyse des Pfaffenbriefes folgen läßt. Durch diese Darlegungen erhalten die Bestimmungen des Pfaffenbriefes über die geistliche Gerichtsbarkeit ihren richtigen Platz innerhalb einer Entwicklung, die schon lange vor dem Pfaffenbrief eingesetzt hat und mit ihm noch keineswegs abgeschlossen war. Auch an sich, abgesehen vom Zusammenhang mit dem Pfaffenbrief, ist man für die quellenmäßig gut belegte Darstellung der geistlichen Gerichtsbarkeit und des Privilegium fori in den eidgenössischen Orten dankbar, da die Literatur über diese Dinge recht spärlich ist.

Ich berichtige schließlich zwei kleinere Versehen des Verfassers. Das im Bieler Stadtrecht von 1296 verbotene Laden «vur der stette tor» hat nichts mit der Ladung vor ein stadtfremdes Gericht zu tun, wie der Verfasser S. 14 meint, vielmehr bezieht sich die Stelle auf die außerhalb der Stadt, durch Herausforderung vor die Stadttore, begangene Stadtfriedensverletzung (vgl. *Rennfahrt*, Grundzüge der bernischen Rechtsgeschichte III, S. 7, Anm. 7). Daß Heintz von Heidegg von Wagenberg und Andere der Stadt Zürich wegen der Gebrüder Brun «widersagten», bedeutet keineswegs, daß sie von der Parteinahme für Brun abstanden (S. 86), sondern im Gegenteil, daß sie der Stadt Fehde ansagten.

Alles in allem: eine kenntnisreiche, den Pfaffenbrief in den richtigen Zusammenhang stellende und ihn im allgemeinen zutreffend würdigende Arbeit.

Uster.

A. Bauhofer.

Hans Stockars Jerusalemfahrt 1519 und Chronik 1520—1529. Herausgegeben von KARL SCHIB. Neue Folge der Quellen zur Schweizergeschichte. I. Abteilung. Chroniken. Band IV. 207 Seiten. Mit 3 Tafeln. Verlag Birkhäuser, Basel 1949.

Es ist die dritte Chronik, die von der Allg. Geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz unter ihren mannigfaltigen Quellenpublikationen herausgegeben wird, eine höchst originelle Chronik, die vor 110 Jahren zum ersten Mal, entsprechend dem damaligen Stand der Forschung, ediert worden war (von Joh. Heinr. Maurer-Constant), jetzt aber in Karl Schib einen gründlichen und umsichtigen Herausgeber und zugleich einen liebevollen Beurteiler gefunden hat.

Zwar erklärt Schib, eine inhaltliche Ausschöpfung der Chronik müsse erst die Frucht seiner Neuausgabe sein; seine Aufgabe beschränkt sich darauf, eine wissenschaftlich saubere Textwiedergabe samt Anmerkungen

zu schaffen, in einer kurzen Einleitung die wichtigsten Angaben über Hans Stockars Person und seine Familie und über Eigenart und Geschichte der Handschrift zu geben und dem Text das sehr notwendige Glossar sowie ein Orts- und Personenverzeichnis beizugeben. Nur kurz charakterisiert der Herausgeber den Mann selbst und seine Chronik; er hat dies ausführlicher in seiner 1945 erschienenen Geschichte der Stadt Schaffhausen getan (bes. S. 115 ff.) und reichliche Zitate aus seiner Chronik verwendet.

Die Editionsarbeit Schibs, zusammen mit dem knapp gehaltenen Anmerkungsapparat, erforderte ungemein viel Mühe und Sorgfalt. Der Herausgeber beweist zunächst einmal zwingend, daß die jetzt im Staatsarchiv Schaffhausen liegende Handschrift nicht das Original sein kann, wie bisher angenommen wurde, sondern die oft willkürlich und gedankenlos vorgenommene Kopie eines Abschreibers aus der 2. Hälfte des 16. Jahrhunderts, der den Text Stockars oft verunstaltete oder mit Randfüllseln ergänzte. Eine sinnlose Auslassung des Kopisten ist mir z. B. auf S. 4 aufgefallen, da Stockar von Christi Gebet am Ölberg redet und ihm zugleich — nach dem Text — 77 «Bottar nostar» und 77 Ave Maria in den Mund legt!

Eine besondere Schwierigkeit bietet die Sprache des Chronisten und die oft unglaubliche Orthographie Stockars (oder seines Kopisten). Stockar, der erste Schaffhauser, den wir aus eigenen Aufzeichnungen kennen (er lebte von 1490—1557), ist sprachlich ungeschult, vom Humanismus nicht im geringsten berührt; er schreibt im Schaffhauser Dialekt seiner Zeit. Es ist zwar ungerecht, wenn ihm Bächtold in seiner «Geschichte der deutschen Literatur in der Schweiz» ein «unerhörtes Kauderwelsch» vorwirft; man sollte den Text, um ihn zu verstehen, am besten laut vor sich hin sprechen; fatal ist nur, daß Stockar — wie dies auch in der Schaffhauser Kanzlei jener Zeit geschah — den Dialekt dadurch verständlicher machen will, daß er die Vokalschreibung höchst willkürlich handhabt. Sein Schwiegervater, der Bürgermeister Peyer, wird «Byagar» geschrieben; wenn er ein «schwatzbad zu has genon», so verstehen wirs noch wie «klan», «halig», «kaser», «flasch» als schaffhauserisch; aber er nimmt fataler Weise Diphthonge zu Hilfe und schreibt «mier» für Meer, «miaster» für Meister, «hain» für haben etc.

Man erinnert sich dabei an Luthers Ärger über die ihm unverständliche Sprache Zwinglis: «es möcht einer schwitzen, ehe ers versteht!».

Das Glossar, das Schib mit Hilfe des Idiotikons und unter Beiziehung des Rates von Prof. Gröger (Zürich) sorgfältig zusammengestellt hat, ist eine unentbehrliche Hilfe zum Verständnis.

Stockars Chronik, die noch in der «Historiographie in der Schweiz» von G. von Wyss überhaupt nicht erwähnt wird, ist ohne Zweifel eine bedeutende Quelle; nicht nur sein Reisebericht, der schon oft in seiner Originalität gewürdigt worden ist, sondern ebenso die Lokalchronik, die leider im Jahr 1529 jäh abbricht, bietet hochinteressante und anschauliche Er-

zählungen. Erwähnt sei als Beispiel nur die ergreifende Schilderung der Hinrichtung der drei Männer, die wegen des Ittinger Sturms in Baden am 28. September 1524 geköpft wurden und deren erbauliches und tapferes Sterben («das es ain stian erbarmatt sott han») den damals zusehenden gut altgläubigen Stockar tief erschütterte.

Hans Stockar war, wie Schib gegenüber unrichtigen Traditionen hervorhebt, kein Altadliger, sondern ein wohlhabender Gutsbesitzer, Roß-, Wein- und Salzhändler, zünftig zu Kaufleuten. Indes nennt ihn schon sein Mitpilger Stulz «Junker», ebenso der Chronist Huber. Er selbst, der im Verlauf seines Lebens hohe Ämter bekleidete, Ratsherr, Seckelmeister, Obervogt und Reichsvogt wurde, nennt sich mit Vorliebe nur «bilgerim des halgen grabs», so auf der prächtigen Goldmedaille mit seinem Bild (Tafel II). Aber man war damals in den schweizerischen Städten rasch bereit zur Erteilung des Junkertitels an reiche Bürger und Schloßbesitzer, auch wenn sie — wie in Basel — nur gesellschaftlich, aber durchaus nicht politisch — irgend ein Vorrecht beanspruchen konnten.

Was war nun dieser Hans Stockar für ein Mann? Schib rühmt mit Recht die sachliche und wahrheitsgetreue Weise, wie der vielgereiste Mann (von seinen Pilgerfahrten nach St. Jago und Rom erfahren wir leider nichts) beobachtet und urteilt. Auf seiner Heimfahrt von Jerusalem hat er Böses und Gutes erfahren, von Mitpilgern, von Christen, Heiden und Juden; ja, er erklärt einmal — im Blick auf die europäischen Kriege —, daß der Türke und die Seinen besser zusammenhielten als die Christen, und anerkennt ausdrücklich die Gerechtigkeit des Sultans gegenüber den Rhodisern; in den blutigen Verlusten, die die Schweizer bei Pavia erlitten, sieht er die gerechte Strafe Gottes für ihren «Mutwillen». Schib charakterisiert ihn in seiner Geschichte der Stadt Schaffhausen als «Vertreter des ausklingenden Zeitalters der Gotik». Trotzdem seine öffentliche Tätigkeit in die drei ersten Jahrzehnte der Reformation fällt, ist die Beurteilung Schibs doch richtig. Stockar ist der fromme Jerusalempilger, der treuherzige, aber auch auf seinen geschäftlichen Vorteil bedachte Kaufherr und zugleich der «Statthalter des haligen reichs» in Schaffhausen geblieben; der regiliöse Neubau der Reformation ist ihm, dem mittelalterlich frommen Menschen, im Grund fremd geblieben. Aber, als «Meine Herren, die Klein- und Großräte», die Messe und die Bilder (sogar den «Großen Gott» im Münster!) abtaten, fügte er sich in die neue Ordnung. Daß seine Witwe und ein Sohn später nach Solothurn zogen und dort den alten Glauben bekannten, ist aber wohl bedeutungsvoll.

Eine gründliche psychologische Erforschung des Mannes, wie er sich uns in seiner nicht für die Öffentlichkeit bestimmten Chronik zeigt, wäre eine dankbare Aufgabe. «Tagebuch» ist, wie Schib mit Recht sagt, eine ungenaue Bezeichnung für die Annalen, die Stockar Jahr für Jahr, ein Decennium hindurch, niedergeschrieben hat. Er selbst spricht von einer Chronik. Sein Porträt im Museum zu Allerheiligen (Tafel I) läßt uns

etwas von seinem Wesen erraten. Wappen und Embleme erinnern an die Höhepunkte seines Lebens, die Pilgerfahrten und den Besuch des hl. Grabes. Die pathetische Geste, mit der er die Hand aufs Herz legt, soll ostentativ seine Frömmigkeit und Ehrlichkeit bezeugen, eine Geste, wie sie uns kaum auf dem Bild einer Magistratsperson einer andern Schweizerstadt aus jener Zeit bekannt ist.

Eine fast ängstliche Gewissenhaftigkeit klingt aus dem Bekenntnis hervor, daß er «groß angst und nott» erlitten habe während der Zeit, da ihm das Seckelmeisteramt übertragen war. Kindliche Naivitäten und rührend fromme Betrachtungen, die sicher aufrichtig sind, stehen neben den immer wiederkehrenden Berechnungen von Kosten, Gewinn und Verlust in Landwirtschaft und Handel. Als er, bereits ein bestandener Mann, nach ernster Gewissensprüfung und Betrachtung, sich zur Ehe entschloß, vergißt er nicht zu notieren, daß er sich zum ersten Mal den Bart mehrmals scheren ließ («Ist mir der bart gaingen bis über das herzgrüblin»).

Auf das Ganze betrachtet, macht die Schilderung der Jerusalemfahrt (mit der großartigen realistischen Erzählung der furchtbaren Sturmnacht bei Cypern) etwas mehr als ein Drittel des Manuskriptes aus. Der Abbruch der Chronik gibt uns ein Rätsel auf. Schib hält es nicht für unwahrscheinlich, daß die Fortsetzung verloren gegangen ist. Man könnte sich aber auch fragen, ob die von den evangelischen Städten beinahe erzwungene Durchführung der Reformation in Schaffhausen dem Ratsherrn Stockar die Fortführung seiner Chronik verleidet hat. Denn wenn er auch, wie Schib schreibt, «alle Wandlungen der reformatorischen Bewegungen aufs intensivste erlebt und seine Eindrücke aufgeschrieben hat», so hütet er sich doch reserviert vor Werturteilen. Wohl wünscht er bei seiner Schlußbetrachtung über den Bauernkrieg (S. 122), «daß das wort Gotz alweg ain fürgang müg hian und nit hindersich drück»; aber das bedeutet noch kein Ja zur Abschaffung von Messe und Bildern. Ein «wild ding», «seltzame ding» nennt Stockar, was er von den Glaubenskämpfen und Wandlungen im kirchlichen Leben sieht und hört; die leeren, bilderlosen Kirchen in Zürich kommen ihm «hessig» vor. Mit Dank gegen Gott notiert er den Friedensschluß nach dem 1. Kappelerkrieg; was hätte er schreiben müssen, wenn er die blutigen Verluste seiner Mitbürger auf dem Gubel im Spätherbst 1531 und den demütigen Frieden, den Schaffhausen annehmen mußte, seiner Chronik anvertraut hätte!

Stockars Urteile über den Bauernkrieg und die Nachwirkungen auf die Schaffhauser, das aufrichtige Erbarmen mit den «armen, frommen Leuten», die zu viel wollten und so unerhört grausam büßen mußten, zeugen von seiner menschenfreundlichen Gesinnung. Der Text auf S. 122 oben, wo vom Adel und den 300 000 ungekommenen Bauern (!) und von der Parteinahme für und gegen das Gotteswort die Rede ist, scheint vom Abschreiber ungenau wiedergegeben zu sein; denn so, wie der Text lautet, ist er sinnlos.

Der wirtschaftlich interessante und reichhaltige Teil der Chronik muß erst ausgewertet werden; er bietet außerordentlich viel Stoff; denn Stöckar berichtet gewissenhaft über seine Käufe und Verkäufe und über die wechselnden Preise.

K. Schib hat die Anmerkungen auf das Wesentliche beschränkt; wer, wie der Verfasser dieser Besprechung, ein Tagebuch aus der gleichen Zeit mit einer fast unerlaubten Fülle von ergänzenden Anmerkungen versehen hat, weiß, was die gewollte Selbstbeschränkung des Herausgebers von Stockars Chronik für ein Opfer bedeutet. Der Schaffhauser Kaufherr und Jerusalempilger soll selbst zu Worte kommen und zu uns sprechen.

Eine kleine Korrektur sei zu S. IV, Anm. 1, angebracht: Die solothurnischen Nachkommen bekleideten nicht das Bürgermeister-, sondern das Schultheißenamt in Solothurn.

Basel.

Paul Burckhardt.

FRÉD. GARDY, *Catalogue de la partie des Archives Tronchin acquise par la Société du Musée historique de la Réformation*. Genève, Jullien, 1946. XVII + 193 p. in-8°.

En rédigeant le catalogue de cette partie des Archives Tronchin, M. Fréd. Gardy a mis entre les mains des chercheurs un excellent instrument de travail, qui mérite d'être signalé ici. La préface de ce volume retrace l'histoire des archives Tronchin qui furent longtemps conservées à Bessinge. On sait l'incroyable richesse de ces collections, où les papiers d'Agrippa d'Aubigné et partie de ceux de Théodore de Bèze voisinaient avec les lettres de Voltaire à son médecin, le fameux Dr. Tronchin, et à son cousin François, le conseiller. (Voir l'article de M. Fréd. Gardy dans *Genava*, 1938, p. 143—152.)

Ce qui est ici inventorié, c'est la partie théologique et ecclésiastique, incorporée en 1937 au Musée de la Réformation (135 volumes), la plus grande partie du reste (265 vol.) ayant été acquise par la Bibliothèque publique de Genève. Il s'agit, outre les pièces du XVI^e siècle (Bèze, Viret etc.), principalement de la correspondance de Théodore Tronchin, pasteur et professeur dans l'Académie de Calvin, qui fut délégué au synode de Dordrecht (1618—1619), et de celle de son fils Louis, mort en 1705, qui entrouve la porte, si l'on ose dire, à l'orthodoxie libérale des Turretini, Werenfels et Ostervald. De grands noms du XVII^e siècle protestant figurent ici, le duc de Rohan, les princesses de Portugal, les pasteurs de Charenton: Daillé, Mestrezat, Drelincourt et Claude, l'évêque de Salisbury, Gilbert Burnet, historien de la Réforme anglaise, John Durie l'apôtre infatigable de la réconciliation des Eglises protestantes; et, à côté d'eux, tant d'autres moins illustres, pasteurs de Hongrie ou des Vallées vaudoises du Piémont, dont les lettres attestent que la solidarité réformée restait aussi vivante qu'au temps de Calvin et de Bèze. Et, naturellement, ce sont aussi les contro-

verses théologiques du temps, celle de la *Formula Consensus* (1675), ou celle de Pajon à Saumur, des démêlés d'Elie Merlat avec son collègue Stercky à Lausanne, etc., sans parler des cours de théologie, des discours de promotion, des sermons et des cantiques.

Est-il besoin d'ajouter que le répertoire de ces pièces a été établi avec beaucoup de soin et qu'il rendra les plus grands services à ceux qui y auront recours? On se fait presque scrupule de relever quelques vétilles, glanées sur un si vaste champ: la lettre de Thomas Cartwright à Bèze (vol. 5, fol. 256) est datée de Bâle «octavo cal. sextilis» et non «sept.» donc du 25 juillet. La lettre de Bèze (vol. 5, fol. 233), dont la fin manque, et par conséquent la date, n'était certainement pas destinée à Philippe Melancton (le ton bienveillant et un peu protecteur de cette épître théologique exclut absolument la supposition, que M. Gardy a prudemment fait suivre d'un point d'interrogation) mais très probablement à Philippe Marnix de Sainte-Aldegonde, ce jeune noble du Pays Bas, qui avait quitté Louvain pour Genève peu d'années auparavant. Le mémoire relatif à l'épiscopat et à la structure de l'Eglise (vol. 78, n^o 11) se rapporte certainement aux débats du colloque de Poissy, où Bèze se trouvait avec Pierre Martyr, lequel est décédé un an plus tard, à Zurich, le 12 novembre 1562.

En accomplissant ce labeur minutieux et ingrat, après avoir déposé sa charge de directeur de la Bibliothèque de Genève, le bon érudit qu'est M. Gardy, a bien mérité des études historiques; et la Société du Musée de la Réformation, que présidait encore le regretté Eugène Choisy, a eu grandement raison de publier ce catalogue, qui retiendra souvent l'attention des spécialistes. Mais il ne faut pas qu'il reste ignoré des étudiants en quête d'un sujet de travail. Il y a dans ces papiers Tronchin de quoi occuper les chercheurs durant deux ou trois générations, si toutefois il se trouve encore parmi les jeunes théologiens d'aujourd'hui des esprits désireux de se pencher sur le passé des Eglises réformées de Suisse, de France et de Hollande, afin de reprendre et de poursuivre l'œuvre des Wernle et des Vuilleumier.

L a u s a n n e.

H e n r i M e y l a n.

KURT BÄCHTOLD, *Beiträge zur Verwaltung des Stadtstaates Schaffhausen von der Reformation bis zur Revolution*. (Diss. Phil. Fakultät I der Universität Zürich.) Schaffhausen 1947. 118 S. (Teildruck; vollständige Arbeit in Maschinenschrift auf der Zentralbibliothek Zürich.)

Der Verfasser plante zunächst, die Verwaltungszustände Schaffhausens für das 18. Jahrhundert darzustellen, wie sie für Thurgau, Tessin, Basel, die Landvogtei Kyburg, das Freiamt und den bernischen Aargau ausgearbeitet worden sind. Er stieß aber auf die Tatsache, daß das 18. Jahrhundert einen Abschluß darstelle, der ohne einen Unterbau mit den Anfängen gar nicht gedeutet werden könne — es sei denn, man wolle sich

mit einer mehr deskriptiven Arbeit begnügen. Man kann sich freuen, wenn Bächtold mit großer Bestimmtheit die Aufgabe des Historikers darin erblickt, die «Entwicklung der vorhandenen Einrichtungen» zu zeigen. So ist er auf die Frühzeit des Schaffhauser Stadtstaates zurückgegangen, in die Zeit der Glaubensspaltung, wo nach seiner Meinung die «Grundlagen des Obrigkeitsstaates Schaffhausen» zu suchen sind.

Zunächst wird die Stellung des Schaffhauser Landvogtes, speziell desjenigen zu Neunkirch, untersucht. Die vielfältige Tätigkeit in Justiz, Kirche und Schule, in der Fürsorge, im Militärwesen, in der grundherrlichen Verwaltung und in der allgemeinen Exekutive wird auf Grund der primären Quellen dargestellt. Auch die Stellung des Untervogtes und des Weibels erfährt die gebührende Würdigung. Die Wahlen der Untervögte gingen, dies etwa im Gegensatz zu der vielgestaltigen Ordnung in Zürich, ganz an Bürgermeister und Rat von Schaffhausen über, diejenige der Weibel verblieb zu einem Teil den Gemeinden, zum anderen Teil wurde sie von der Regierung an sich gezogen. Was die neuerdings auch für Zürich untersuchte Stellung der Gemeinden im Stadtstaat des ancien régime betrifft, so kann Bächtold doch eine ganze Reihe von Ansätzen zur Autonomie feststellen, die eine Vorbereitung auf die von unten aufgebaute Gemeindeverwaltung nach 1798 bedeutete. Er zeigt aber auch auf diesem Gebiete die immer mehr sich ausbreitende Macht des Obrigkeitsstaates.

Der Hauptbestandteil der Bächtoldschen Arbeit gilt der Untersuchung der seit dem 16. Jahrhundert entstandenen Offnungen unter dem Gesichtspunkt «Verhältnis zwischen Obrigkeit und Untertanen». Diese Betrachtung ist insofern sehr fruchtbar, als Schaffhausen verhältnismäßig spät mit dem Aufbau des Stadtstaates begonnen hatte und als die Äußerung des staatlichen Willens durch das Mittel der Mandate erst mit der Reformation stärker einsetzte. In der Kontroverse mit der Gemeinde Hallau, und in dem nachfolgenden einseitigen Erlaß einer Offnung durch die Regierung, wodurch die regierende Stadt siegreich blieb, sieht der Autor mit Recht das wichtigste Merkmal für die Gattung der «politischen Weistümer». Es ist jene Form des Weistums, auf die Fritz Zimmermann für die Kurpfalz aufmerksam gemacht hat: diese pfälzischen Weistümer dienten dem Ausbau der fürstlichen Landeshoheit gegenüber den widerstrebenden lokalen Gewalten. Die Abfassung der Hallauer Offnung von 1526 ist der Schlußpunkt unter einem Streit, in welchem sich Stadt und Dorfgemeinde wie «Siegerin und Besiegte» gegenüberstanden; d. h. Schaffhausen hatte eben mit einem gewaltigen Ruck dieses Hallauer Gebiet seiner Botmäßigkeit unterworfen. Es handelt sich um einen Vorgang, den wir im benachbarten Zürich mehrfach treffen, wo dann aber 1440, 1468 und 1489 die eidgenössische Intervention hatte eingreifen müssen; Schaffhausen dagegen wird mit seinen Untertanen selbst fertig, das ist der lehrreiche Unterschied. Einzelne Bestimmungen der Hallauer Offnung sind städtischen Satzungen entlehnt, und andererseits bildet das Dokument von 1526 das Vorbild für andere Dorf-

öffnungen, die immer mehr zu einseitigen Erlassen der Obrigkeit sich umgestalten. Dergestalt wachsen «die Öffnungen des Stadtstaates Schaffhausen einer Gesamtoffnung entgegen».

Diese Sonderentwicklung Schaffhausens gut herausgearbeitet zu haben, ist der Vorzug der Arbeit Bächtolds, die auf eine Anregung K. Schibs zurückgeht. Als nicht unwesentlicher Beitrag zur Geschichte und Charakteristik eines der schweizerischen Stadtstaaten bereichert sie unser Bild in vielen Zügen. Um so mehr möchte man wünschen, daß die noch ungedruckten Teile der Studie der Öffentlichkeit zugänglich gemacht würden.

Zürich.

Anton Largiadèr.

FRITZ BRÜLLMANN, *Die Befreiung des Thurgaus 1798*. Weinfelden 1948. 157 Seiten 8^o.

Anläßlich der 150-Jahrfeier hat die Gemeinde Weinfelden eine historische, hübsch gedruckte und illustrierte Schrift herausgegeben, die es verdient, hier angezeigt zu werden. Auf Grund der vorhandenen Quellen und Darstellungen früherer Zeit ist hier ein neues, deutliches Bild der Ereignisse geschaffen worden, geeignet, an die Jugend des Kantons verteilt zu werden und ihre Freude an der heimischen Geschichte zu wecken und zu stärken. Auch sonst wird jeder Geschichtsfreund im Kanton und darüber hinaus die Darstellung mit Gewinn lesen. In 15 Abschnitten werden die Ereignisse vom Februar bis Ende April 1798 erzählt, die den Thurgau nach fast 350jähriger Untertanenschaft zum selbständigen Glied der helvetischen Eidgenossenschaft gemacht haben. Wir sagen: der helvetischen; denn es bedeutete eine Enttäuschung für die führenden Männer und für das Volk im Thurgau, daß zunächst nur unter dem Protektorat der französischen Republik und ihrer Truppen diese Selbständigkeit durchgeführt werden konnte. Aber gerade nach Brüllmanns Darstellung wird es wieder sehr deutlich, daß die Vorgänge in Weinfelden und Frauenfeld im Februar und März des Übergangsjahres der Initiative thurgauischer Männer, die sich von dem Großteil der einheimischen Bevölkerung getragen fühlten und nicht etwa einem von außen kommenden Einfluß zu verdanken sind. Hervorzuheben ist auch, daß die entscheidenden Schritte des sog. Weinfelder Komitees durchaus nicht in revolutionärem Stile unternommen und durchgeführt wurden. Man wandte sich zuerst ans Volk, das seine Ausschüsse nach Weinfelden schickte und ein Komitee wählte, und dann an die eidgenössischen Stände, die von 1460 an die Oberhoheit ausgeübt hatten, mit einer Bitte um Befreiung, die allerdings des energischen Nachdrucks nicht entbehrte, als die Stände nur von einem Provisorium reden wollten. Daß die Männer des Komitees auch nach einem etwas übereilten Schritt nicht eigensinnig stehen blieben, sondern ihn klug und vorsichtig zurücktaten, sieht man an der Tatsache, daß sie den Landvogt und die übrigen eidge-

nössischen Behörden, die sie anfangs in ihren Funktionen eingestellt hatten, wieder anerkannten, als jener Schritt den Erfolg eines ganzen Unternehmens in Frage zu stellen schien. So bekommt man durch Brüllmann auch über den Thurgau hinaus ein klares Bild der Ereignisse, das vor der Forschung wohl bestehen kann. Die beigegebenen Bildnisse der Komitee-Männer sind sehr sprechend; der letzte Abschnitt, der einen kurzen Lebensabriß von Paul Reinhart, dem politischen, aber gemäßigten Staatsmann und Apotheker gibt, wird sehr willkommen sein, ebenso die zwölf Stücke des Anhangs, die noch interessante Einzelheiten geben.

Frauenfeld.

Th. Greyerz.

JOST HÖSLI, *Glarner Land- und Alpwirtschaft in Vergangenheit und Gegenwart*. Mit 1 Karte, 36 Abbildungen, 25 Figuren und Tabellen. Dissertation der Phil. Fakultät II der Universität Zürich. Glarus 1948, 358 S.

Seit dem Spätmittelalter sind im wirtschaftlichen Aufbau des Glarnerlandes starke Veränderungen vor sich gegangen, die sowohl den Wirtschaftshistoriker als auch den Wirtschaftsgeographen zu eingehenden Untersuchungen verlocken.

Eine erste Wandlung ist wahrnehmbar, als das bäuerliche Selbstversorgungsprinzip zu Gunsten der auf Export eingestellten Viehaufzucht aufgegeben wurde. Sie machte vor allem eine beträchtliche Ausdehnung des Wirtschaftsraums in die Alpenregion notwendig. Wohl verschaffte die Viehausfuhr über die Glarner und Bündner Pässe nach den oberitalienischen Märkten bei einem jährlichen Absatz von 2000—3000 Kälbern und Rindern sowie 200—300 Pferden dem weltabgeschiedenen Tal einen guten Verdienst. Doch rächte sich später diese einseitige Betriebsrichtung, als 1714 die Einführung der Baumwollhandspinnerei und 1740 diejenige der Baumwolldruckerei in relativ kurzer Zeit eine Verdoppelung der Bevölkerung auf 20 000 Einwohner bewirkte und nun zu wenig Frischmilch und Milchprodukte für die industrialisierten Dörfer vorhanden war. Es bedurfte deshalb durchgreifender behördlicher Maßnahmen, um das Rad der Betriebslenkung wieder auf sein natürliches Ziel, die Selbstversorgung der einheimischen Bevölkerung, zurückzuführen. Es galt, nicht nur den Viehstand nach Größe und Qualität zu heben, sondern vor allem durch Umwandlung von Alpweiden in Heualpen neue Futterbasen zu schaffen.

Jost Hösli hat diese historische Rückschau in Petitsatz durch zahlreiche Einzelheiten zu untermauern versucht. Wohl verfügt der Verfasser über eine angemessene Kenntnis des historischen Schrifttums. Weniger gut beraten wurde der Doktorand hingegen in bezug auf die Benützung der historischen Quellen. Bei mehr als 150 Zitaten stützt sich der Bearbeiter auf moderne Abschriften, auf die an und für sich verdienstliche Collectaneensammlung von Pfarrer Paul Thürer, erwähnt aber nur ausnahmsweise die

entsprechenden Originalvorlagen des Landesarchivs Glarus, so daß der Leser über Wert und Charakter des Quellenmaterials völlig im Dunkeln gelassen wird. Eine Fühlungnahme mit einem geschulten Historiker wie dem Glarner Landesarchivar Dr. Jakob Winteler hätte hier dem Wirtschaftsgeographen wertvolle historisch-methodische Anleitung vermitteln und mit geringer Mühe den dokumentarischen Wert des geschichtlichen Teils der Untersuchung erheblich verbessern können.

So kommt es, daß das Schwergewicht des Bandes auf dem wirtschaftsgeographischen Teil liegt. Wir erfahren, wie die Glarner Alpenregion mehr als andere bäuerliche Wirtschaftsformen auf natürlichen Voraussetzungen beruht. Es wird uns klar, wie Klima, Boden und Vegetation die menschliche Betriebsweise bald fördernd, bald hemmend beeinflusste. Ungezählte Alpbegehungen und eine gründliche Auswertung der statistischen Quellenwerke ließen den Verfasser zu den feinsten Einzelheiten der Alpwirtschaft vordringen, so daß der Alpbegriff eine klare Definition erhält. Damit ist endlich eine sichere Grundlage geschaffen für die Einteilung der Alpen nach Größenkategorien und für die Gliederung nach Staffeln. Besonders aufschlußreich sind die Abschnitte über die Besitzesverhältnisse der einzelnen Alpen, über Weid- und Sennereibetrieb ausgefallen.

Aber alle diese geographischen Vorzüge entheben uns nicht der Pflicht, dem Wunsche Ausdruck zu geben, daß künftig Dissertationen, die sich über zwei verschiedene Wissensgebiete erstrecken, von Vertretern beider Disziplinen geprüft werden.

Wallisellen.

Werner Schnyder.

PLEASANT ALEXANDER STOVALL, *Switzerland and The World War*. 253 p. Mason, Savannah, Georgia (U.S.A.) 1939.

Dieses Werk erschien zu Weltkriegsbeginn; die damaligen postalischen Schwierigkeiten führten dazu, daß das Buch in der Schweiz erst jetzt angezeigt werden kann.

Der Verfasser, amerikanischer Gesandter in der Schweiz von 1913 bis 1920, Spielkamerad von Präsident Wilson (der seine Ernennung vornahm), war von Hause aus glühender «Georgianer» und erfolgreicher Zeitungsunternehmer, in dessen «Savannah Press» die in diesem Buche vereinigten Schilderungen und Erinnerungen zuerst erschienen. Sie verraten den geübten klugen Journalisten, der es versteht, in knappen Zügen und in kultivierter Form zu schreiben, so daß die Schrift trotz gewissen Schwächen zu den bemerkenswerten Memoiren-Werken des ersten Weltkrieges über die Schweiz gehört. Seine engen Beziehungen zu den führenden Staatsmännern der Vereinigten Staaten von Amerika, sowie sein wichtiges Amt rückten ihn mehrfach in den Mittelpunkt des außenpolitischen Geschehens unseres Landes, von dem er ein im Ganzen sachliches,

interessantes und mit trockenem Humor gewürztes Bild entwirft. Zunehmend faßte er tiefe Zuneigung zur Schweiz.

Wie andere ausländische Diplomaten war Stovall von der Bereitschaft und voraussichtlichen Schlagkraft der damaligen schweizerischen Armee beeindruckt. Für ihn steht fest, daß die Schweiz ohne diese wohlgerüstete Armee das Schicksal Belgiens erlitten hätte, entweder bei Kriegsbeginn oder durch die Pläne des deutschen Generalstabes 1917, einen Flankenangriff gegen Lyon auszulösen. Ergriffen ist er von der schweizerischen humanitären Wirksamkeit und bestätigt erneut, daß die Tätigkeit des Internationalen Roten Kreuzes Wilson bestimmte, Genf zur «Hauptstadt» des Völkerbundes zu wählen.

Besonderes Interesse verdient der Abschnitt über die damalige Blockade der Schweiz — die oft nicht geringere Schwierigkeiten als im zweiten Weltkrieg verursachte —, denn hier spricht der erfahrenste ausländische Beobachter. Das hindert nicht, sein Lob, das er der «S. S. S.» zollt, vom schweizerischen Standpunkt aus nicht ohne weiteres anzuerkennen; wohl aber dasjenige, das er dem damaligen Bundesrat Hoffmann und Dr. Alfred Frey spendet, indem er feststellt, daß sie in zähen Verhandlungen das Optimum erreichten, entgegen den schwerwiegenden Vorwürfen auf Preisgabe der schweizerischen Souveränität in einem Teil der damaligen Tagespresse.

Eine verhältnismäßig eingehende Behandlung erfährt die «Vorarlberger Frage». Nach der Überzeugung des Verfassers verstärkte vor allem die Forderung der italienischen Irredentisten, daß im Falle einer Vergrößerung des schweizerischen Territoriums im Osten der Kanton Tessin an Italien fallen müsse, die ablehnende Stellungnahme des Bundesrates.

In dem oft ungemein hübschen Band findet sich leider neben einigen kleinern Irrtümern ein Grundversehen: der Autor erlag der Vorstellung, daß mit gewissen Ausnahmen von Bern, Basel und der schweizerischen Arbeiterschaft die deutsche Schweiz «germanized» gewesen sei und daß General Wille hauptsächlich wegen seiner guten Beziehungen zu Kaiser Wilhelm II. zum Oberbefehlshaber ernannt wurde. Die Kreise der deutschen Schweiz, die keineswegs einen Sieg der Zentralmächte wünschten, und die viel grundlegendere Frage einer unabhängigen schweizerischen Gesinnung werden übersehen.

W ä d e n s w i l.

E d u a r d F u e t e r.